

4^{ème} Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique

(Allocution du Premier Ministre du Japon, Monsieur Yasuo Fukuda)



Photos: Cabinet Public Relations Office

Le 28 mai 2008

Vos Majestés,

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les représentants des nations et des organismes internationaux,

Mesdames et Messieurs.

C'est un très grand honneur et un immense plaisir de m'adresser à vous aujourd'hui au nom du pays hôte. Nous souhaitons la bienvenue à tous ceux qui sont réunis ici.

La ville hôte, Yokohama, a toujours été la porte d'un Japon ouvert sur le monde depuis que notre pays a commencé le processus de modernisation il y a 150 ans. On ne peut donc imaginer une ville mieux placée que Yokohama pour accueillir la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV). Je remercie Monsieur le Maire, Hiroshi Nakada, ainsi que les habitants de la ville pour avoir œuvré afin de préparer cette conférence.

Cette conférence marque une étape historique car de très nombreuses personnalités sont présentes, au premier rang desquelles nous comptons les représentants de 52 pays africains. Nous accueillons également les représentants de 12 pays asiatiques, de 23 pays donateurs et de 71 organismes internationaux ainsi que six invités personnels et des délégués d'ONG.

La TICAD met un accent particulier sur le processus lui-même, ce que montre le fait que les nombreuses personnes engagées ont mis beaucoup de temps et d'énergie pour que cette manifestation soit une réussite. Votre participation n'est autre que le fruit de ce travail de fond.

Je ne puis ne pas toucher un mot sur la signification historique de cette assemblée surtout quand je pense aux raisons pour lesquelles elle a fait l'objet de toutes les attentions dès sa phase préparatoire.

Si le développement de l'Afrique était une histoire, nous serions en train d'ouvrir un nouveau chapitre. J'ai le sentiment que nous partageons, en ouvrant ensemble ce chapitre, une sorte de pressentiment. C'est le pressentiment que le XXI^e siècle sera celui de la croissance du continent africain. C'est le pressentiment que l'Afrique représentera un moteur très puissant pour la croissance mondiale.

Mesdames et Messieurs, cette nouvelle histoire africaine que nous allons écrire ensemble sera celle de la croissance. Pour qu'il y ait croissance, il faut d'abord une société sûre et pacifique, et ensuite des investissements privés. Dans les années qui ont suivi la guerre, le Japon et de nombreux pays asiatiques ont adopté avec succès le modèle selon lequel c'est l'investissement qui fait avancer l'économie, qui à son tour stimule de nouveaux investissements et facilite une croissance autonome. C'est au tour de l'Afrique de s'approprier de ce modèle.

Mon souhait le plus cher est que les Africains considèrent le Japon comme un partenaire avec lequel ils peuvent avancer épaule contre épaule. Nous sommes convaincus du potentiel de ce continent qui est à la veille d'un grand bon en avant. Notre pays souhaite figurer dans ce roman qu'est la croissance africaine.

Pour que ce nouveau roman africain soit celui de la croissance, l'aménagement des infrastructures sera crucial. Que l'aménagement des infrastructures de transports soit primordial pour inciter des investissements privés est un enseignement qu'on peut tirer du Japon et des autres pays asiatiques. Ce qui m'incite à vous parler du premier de mes engagements : dans les cinq ans qui viennent, le Japon accordera à l'Afrique un prêt en yen pouvant atteindre quatre milliards de dollars sous une forme volontaire et souple pour l'aider à accélérer l'aménagement de ses infrastructures.

Bien qu'il connaisse quelques améliorations, le réseau routier africain souffre

actuellement de nombreuses coupures. C'est une des raisons pour lesquelles il ne remplit pas entièrement les fonctions qu'on attend d'un réseau. Le gouvernement japonais souhaite combler un à un ces maillons manquants et, avec l'aménagement portuaire, œuvrer à la reconstitution d'un réseau pour que l'Afrique vibre comme un seul homme. Nous sommes prêts à faire tout notre possible en collaborant avec les donateurs réunis au sein du Consortium pour les Infrastructures en Afrique.

Ces dernières années, nous avons assisté à une amélioration de la sécurité et à une stabilisation politique en Afrique, ce qui a provoqué différentes initiatives partout sur le continent visant à promouvoir l'intégration régionale et à réaliser une économie d'échelle. Nous souhait est de voir naître une « Afrique mise en réseau », une « Afrique branchée », en partenariat avec l'Union Africaine, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) ainsi que des agences économiques régionales.

Nous devons construire les infrastructures du peuple, celles qui apporteront de la richesse aux habitants et aux communautés.

Un réseau routier doit pouvoir transporter des personnes et des marchandises sans entrave et relier des points qui n'étaient pas desservis jusque-là afin de relier les économies. Ainsi il faut que le passage aux frontières et le contrôle qui y est effectué soient les plus rapides possible. Pour ce faire, le gouvernement japonais souhaite aider à la création et à la multiplication des « guichets uniques aux frontières ». Ce dispositif vise à rendre plus efficace le passage des frontières impliquant des formalités des douanes et de l'immigration. Nous souhaitons contribuer à l'effort de la formation des agents qui y travailleront car ils en constituent le point essentiel. On pourrait également créer un système de vente de produits régionaux le long de la route, ce qui contribuera à l'économie locale.

Plus l'aménagement du réseau de distribution et des services offerts avancera, plus les entreprises privées regarderont l'économie africaine comme une globalité. Elles chercheront des bénéfices qui découleront d'une économie d'échelle et d'un partage du travail.

Le gouvernement japonais fera en sorte qu'il y ait beaucoup d'entreprises japonaises qui s'inscriront dans cette logique. Les investissements directs des entreprises japonaises s'accompagneront du transfert des technologies et des savoir-faire managériaux. Si nous pouvons mettre en valeur les riches ressources du continent à

l'aide des technologies japonaises, cela déclenchera une croissance dont les Africains seront nécessairement les bénéficiaires.

Ce que je voudrais proposer, c'est l'envoi de délégations économiques d'envergure. Nous comptons envoyer des missions conjointes constituées de personnalités du gouvernement et du monde économique.

Nous créerons le « Fond d'appui au doublement des investissements en Afrique » au sein de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) qui, avec l'enrichissement des assurances-export, aura pour effet d'augmenter les incitations aux investissements en même temps que de réduire les risques encourus par les entreprises japonaises développant leurs activités sur le continent. Ce fond sera doté de différentes fonctions financières facilitant l'expansion des entreprises japonaise en Afrique, et il pourra notamment investir directement dans des projets, garantir des emprunts qu'émettront les banques japonaises et accorder des emprunts libellés en devises africaines. Notre objectif est que les soutiens financiers de la JBIC, à commencer par le Fond d'appui au doublement des investissements en Afrique, atteignent environ 2,5 milliards de dollars d'ici cinq ans. Ce que nous visons, c'est de doubler les investissements japonais en Afrique grâce à la collaboration entre le gouvernement et le secteur privé.

Je voudrais parler maintenant de l'agriculture car pour que la croissance africaine soit solide, il est primordial que se développe l'agriculture, secteur qui occupe les deux tiers de la population.

Comment augmenter la productivité de l'agriculture ? Le Japon a de grandes expériences dans la riziculture et il y a un certain nombre de choses dont il est capable. Il faut aussi aménager l'irrigation, améliorer les espèces et former des conseillers en agriculture. Doublons en dix ans la production de riz, actuellement à 14 millions de tonnes, dans une Afrique qui veut une « Révolution verte ». Le Japon souhaite à cette fin s'associer à différents gouvernements et organisations.

Nous éprouvons de vives inquiétudes face à l'augmentation rapide des prix des denrées alimentaires, qui risque de mettre nombreux pays africains en situation difficile. Le gouvernement japonais a récemment rendu public le programme d'aide alimentaire d'urgence équivalent à 100 millions de dollars. Je m'engage aujourd'hui devant vous à ce qu'une part significative de cette aide aille en Afrique. Alors que la communauté

internationale s'unit pour définir des mesures cohérentes afin d'éviter des crises dans l'immédiat, le gouvernement japonais, pour sa part, est en train d'envisager des mesures d'aides telles que le secours à de nouveaux affamés, les dispositifs concernant la plantation de cette année et de l'année prochaine, sans parler des mesures d'urgence que je viens de mentionner.

J'ai parlé jusque-là de l'importance des infrastructures, des investissements et de l'agriculture pour la croissance. Or nous sommes à mi-chemin de l'année cible des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). On ne peut parler de siècle de la croissance africaine et encore moins de prospérité du monde si on ferme les yeux sur les adversités que subissent nos amis africains, à commencer par les maladies contagieuses. Nous souhaitons tendre la main à nos amis qui se battent pour qu'on puisse marcher ensemble. Je voudrais profiter de cette occasion pour m'assurer de la détermination de tous ici pour la réalisation de ces objectifs. J'aimerais maintenant mentionner quelques mesures que le Japon a l'intention de prendre.

Ce que je trouve particulièrement sérieux, c'est le fait qu'il manque 1 500 000 médecins et paramédicaux en Afrique. Face à cette situation, le Japon souhaite former d'ici cinq ans 100 000 personnes qui travailleront dans le secteur médical et sanitaire africain.

En tant qu'homme politique, je m'intéresse beaucoup aux problèmes démographiques et j'ai toujours trouvé qu'ils constituaient une thématique centrale de la question du développement. Ainsi j'ai toujours cherché à échanger sur ce sujet avec les parlementaires asiatiques et africains qui partagent les mêmes préoccupations.

Les problèmes démographiques exercent une influence considérable aux problèmes liés à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement : la pauvreté, l'éducation, les rapports entre les sexes et l'environnement. La démographie nous incite également à réfléchir sur les moyens d'assurer un cycle de vie des femmes sain et heureux à l'abri de la violence et des maladies, cycle qui embrasse le passage de l'adolescence à l'âge adulte, l'accouchement et la bonne croissance des bébés. Il s'agit en un mot de la « santé génésique ».

Nous avons au Japon ce que nous appelons « le Livret de santé mère-enfant », qui a joué un rôle non négligeable pour la santé des femmes enceintes et accouchées et des enfants. Je crois savoir que certains pays asiatiques comme l'Indonésie ont introduit ce dispositif avec succès. Nous voudrions que ce livret soit adopté partout en Afrique.

En ce qui concerne les politiques sanitaires comme celles ayant trait aux maladies contagieuses, j'ai exprimé récemment notre volonté d'apporter dans l'immédiat une contribution de 560 millions de dollars à partir de 2009 en faveur du Fond Mondial pour soutenir sa lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme. Comme vous le savez bien, le Fond Mondial affecte environ 60 % de son aide à l'Afrique subsaharienne.

Sachez également que le Japon va honorer les personnalités ayant joué un rôle important dans le domaine sanitaire et médical en Afrique avec le « Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique » dont la première cérémonie de remise sera organisée aujourd'hui.

Les difficultés dont je viens de parler, à savoir les problèmes médicaux, la lutte contre les maladies contagieuses ainsi que les mesures contre les problèmes environnementaux, ont pour caractéristique d'être à la fois des problèmes mondiaux et concentrées sur le continent africain. Pour s'attaquer à ces fléaux, il est évident que la somme des savoirs et des points de vue de plusieurs personnes vaut plus qu'une réflexion menée par un seul individu. Ainsi, le Japon souhaite envoyer ses chercheurs aux universités et centres de recherche africains. Ils vont collaborer avec les chercheurs locaux pour trouver des solutions originales à ces problèmes. De même, je tiens à vous annoncer la tenue cet automne d'une réunion afro-japonaise des ministres chargés des sciences et de la technologie.

Une autre mesure que nous envisageons consiste à vous envoyer des spécialistes de l'eau réunis au sein d'équipes d'assistance technique appelées « W-SAT » (Équipes d'action pour la sécurité de l'eau). Il nous crève le cœur de voir les gens qui tombent malade en buvant de l'eau contaminée, les enfants qui ne peuvent pas aller à l'école à cause de la corvée de l'eau et l'eau qui est gaspillée à cause des fuites des conduites. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons envoyer partout en Afrique les spécialistes de l'exploitation des nappes phréatiques et de la gestion de l'eau pour surmonter ces difficultés ensemble. Imaginez ces spécialistes se battre aux côtés des Africains pour creuser des puits ou réparer des conduites d'eau.

Pour mener à bien toutes les mesures que j'ai citées, il faut que l'aide publique au développement soit dotée d'une politique radicale. Je m'engage par conséquent à augmenter progressivement l'aide japonaise en Afrique pour la doubler dans cinq ans,

en 2012. Je vous ai dit tout à l'heure que nous consentirions un emprunt libellé en yen de 4 milliards de dollars pour l'Afrique principalement pour aménager ses infrastructures. En plus, nous nous engageons de doubler dans les cinq années à venir les dons et les coopérations techniques en faveur du continent africain. Il va sans dire que nous allons nous occuper de la question des dettes africaines avec sincérité en coordination avec la communauté internationale.

Enfin, je voudrais aborder le sujet du changement climatique, qui va faire l'objet d'une discussion importante au Sommet du G8 au Lac Toya à Hokkaido. J'ai lancé récemment une mesure intitulée « Cool Earth Partnership », consistant en une aide dans les cinq ans à compter de cette année au profit des pays en voie de développement, notamment africains, et dont le montant cumulé atteindra 10 milliards de dollars. Elle concernera trois domaines – l'adaptation, la réduction et l'accès amélioré aux énergies propres dont la production photovoltaïque – et sera basée sur des discussions politiques entre le Japon, d'une part, et les pays à la recherche de la réduction des émissions et de la croissance économique, d'autre part.

Il y a déjà des pays africains qui ont commencé ces discussions avec le Japon. Mon souhait est d'élargir l'activité de ce partenariat à l'ensemble du continent africain. Pour que l'Afrique ne souffre pas des conséquences du changement climatique, nous allons joindre nos forces aux efforts entrepris par d'autres pays afin d'établir un régime responsable avec la participation des principales économies.

Mesdames et Messieurs, avec toutes les mesures dont je vous ai parlé aujourd'hui, le Japon souhaite devenir en Afrique un accompagnateur de la croissance, un protecteur de l'environnement et un protecteur de la maternité et de la santé. Je suis convaincu que notre pays doit occuper, en tant qu'une nation de coopération pacifique, une place d'honneur et de responsabilité dans la société internationale. Le Japon souhaite, avec la collaboration des Africains, qu'une réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies soit engagée. Je vais également essayer d'explorer des pistes qui permettraient au Japon d'intensifier ses efforts en faveur de la construction et la consolidation de la paix en Afrique.

Le peuple japonais, dont le pays est pauvre en ressources souterraines, est absolument convaincu que les ressources humaines sont les seules vraies ressources. Il croit aussi qu'une fois instruits, les femmes et les hommes doivent être indépendants, et qu'ils doivent collaborer pour vivre ensemble. Autrement dit, l'indépendance et le vivre

ensemble constituent ses valeurs fondamentales.

Or la politique japonaise d'aide vis-à-vis de l'Afrique est traversée par cette même philosophie de l'indépendance et de l'autonomie. Le fait que la TICAD mette l'accent sur la propriété découle de ces idées qui nous sont chères. Là où il n'y a pas propriété, il ne peut y avoir de développement durable ni de croissance.

Le vivre ensemble se traduit par l'idée du partenariat que le TICAD n'a pas cessé de prêcher. Elle se traduit pour nous par un vœu que s'établisse un échange de savoirs et d'expériences entre l'Asie et l'Afrique. La croissance asiatique était caractérisée par trois éléments, à savoir la solidité de la paix, la sécurité humaine et la recherche de la réduction de la pauvreté au travers de la croissance économique basée sur l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture. Nous sommes animés de la volonté de réaliser ces trois éléments en Afrique.

De nombreux Japonais se sont battus aux côtés des Africains. Je pense surtout aux 11 000 jeunes coopérants japonais qui ont travaillé en Afrique, ce qui un bilan extrêmement positif. À cet instant même, 971 coopérants s'activent dans différentes régions africaines, dont plus de la moitié – 570 – sont des femmes. Je souhaite aussi accueillir dans notre pays davantage d'étudiants africains, car je suis persuadé que les échanges mutuels des jeunes constitueront la pierre angulaire de l'avenir du Japon et de l'Afrique.

Je suis heureux que les idées que la TICAD a continué à promouvoir – la propriété et le partenariat – sont maintenant devenues les leitmotifs du développement africain.

Le processus de la TICAD a toujours agi comme porte-drapeau de l'Afro-optimisme. Nous sommes à l'entrée du siècle de la croissance africaine, et nous souhaitons avancer ensemble en hissant très haut ce drapeau.

Je vous remercie de votre attention.